



CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

CC/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 23 novembre 2012

ORDRE DU JOUR :

1. 6500 **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013**
 - Rapporteur: Monsieur Lucien Lux
 - Echange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

2. Divers

*

Présents : M. François Bausch, M. Fernand Boden, M. Fernand Etgen, M. Gast Gibéryen, M. Norbert Hauptert, M. Lucien Lux, M. Roger Negri, M. Gilles Roth, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

M. Serge Allegrezza, Directeur du STATEC
M. Ferdy Adam, M. Bastien Larue, M. Nico Weydert du STATEC

Mme Caroline Guezenec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Alex Bodry, M. Claude Meisch

*

Présidence : M. Michel Wolter, Président de la Commission

*

1. **6500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2013**
 - Rapporteur: Monsieur Lucien Lux
 - Echange de vues avec des représentants du STATEC au sujet des dernières prévisions économiques

Dans son introduction, le Directeur du STATEC indique que, dans sa dernière note de conjoncture (NDC 3-2012), le STATEC a mis l'accent sur l'évolution du marché du travail et celle des salaires. Il explique que le salaire moyen (même déflaté) au Luxembourg est en recul, alors que les coûts salariaux unitaires ont continué d'augmenter (problème de compétitivité).

Il explique que le STATEC présente ses prévisions en Conseil de Gouvernement au mois de septembre, moment auquel il ne dispose pas encore de toutes les données indispensables à leur préparation. Ces prévisions sont ensuite reprises par le Gouvernement dans le cadre de l'élaboration du budget de l'Etat. Selon lui, il serait utile que le STATEC procède à une deuxième présentation des données économiques tenant compte des décisions prises par le Gouvernement dans le cadre des travaux budgétaires, ce qui permettrait à ce dernier d'ajuster ses chiffres.

Il ajoute finalement qu'en raison des contraintes imposées par le traité budgétaire européen, le STATEC consacrera à l'avenir davantage d'attention au « déficit structurel ».

MM. Larue et Adam procèdent ensuite à la présentation de la situation conjoncturelle et des dernières prévisions sur base du document powerpoint repris en annexe. Cette présentation est basée sur le contenu de la note de conjoncture (NDC 3-2012) détaillée qui peut être consultée sur le site du STATEC (statec.lu). La précision supplémentaire suivante est apportée:

- Slide 5 : Détente sur les taux des emprunts souverains : le taux de la Grèce est passé de 27% en juillet 2012 à 17% en novembre 2012.

D'après les simulations du STATEC, l'ensemble des mesures de consolidation budgétaire décidées par le Gouvernement devrait abaisser le niveau du PIB de 0,3 (1^e année) à 0,6% (3^e année).

De l'échange de vues subséquent, il y a lieu de retenir les éléments suivants :

- Vu l'effet négatif sur le PIB des économies réalisées et à réaliser par le biais d'une multitude de mesures budgétaires, le rapporteur du budget pose la question de l'adéquation de ces mesures face aux défis auxquels le pays doit faire face, soit l'assainissement des finances publiques et la relance de la croissance.

Le Directeur du STATEC explique que les chiffres avancés par le Ministère des Finances quant à l'impact de certaines mesures fiscales (p. ex. sur les SOPARFI) sont difficilement vérifiables et donc confirmables par le STATEC qui dispose ni des bases de données nécessaires à cet effet, ni de valeurs de référence.

Il rappelle que le paquet de mesures budgétaires contribue à l'atteinte de l'objectif MTO (medium-term budgetary objective) que s'est fixé le Luxembourg. L'entrée en vigueur du traité budgétaire européen en 2013 pourrait apporter certains changements dans la façon d'atteindre cet objectif à l'avenir.

Il indique que « l'effet de composition » induit par une variation du niveau des dépenses publiques et de l'imposition joue un rôle primordial dans l'économie du pays. Il attire l'attention sur le besoin de s'assurer de l'efficacité des dépenses publiques dont l'atteinte pourrait passer par une réforme/modernisation de l'Etat.

- Un membre de la Commission fait référence à la vision que M. Paul Krugman explique dans son livre intitulé „ Vergesst die Krise : warum wir jetzt Geld ausgeben müssen“.

Le Directeur du STATEC précise que la validité de cette théorie dépend fortement de la taille de la zone dans laquelle elle est appliquée (les mesures instaurées dans un petit pays ne pourront avoir le même effet que dans un grand pays, voire dans la zone euro).

- Dans le dernier slide de la présentation du STATEC, il est fait état d'un écart entre le niveau de déficit 2013 calculé par le Gouvernement et le STATEC. Cette différence est due à 2/3 aux effets multiplicateurs négatifs expliqués en détail dans l'encadré « Mesures budgétaires, activité économique et solde des finances publiques: petit précis de multiplicateurs keynésiens » figurant aux pages 95-97 de la NDC 3-2012.

2. Divers

- Une délégation des conseils fiscaux des grands cabinets souhaiterait avoir une entrevue avec la Commission. Les membres de la Commission décident de donner une suite favorable à cette demande, non pas dans le cadre des travaux budgétaires, mais plutôt aux mois de janvier-février 2013.
- Il est décidé que le projet de loi n°6497 sera mis à l'ordre du jour de la réunion du 6 décembre 2012 (désignation du rapporteur, présentation, examen de l'avis du Conseil d'Etat). Une nouvelle réunion aura lieu le 7 décembre 2012 (14:30 heures) pour l'adoption du projet de rapport y relatif.

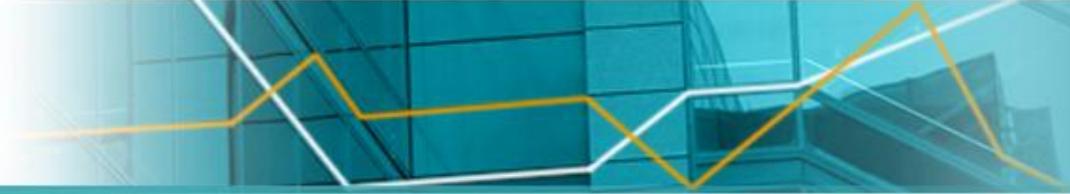
Luxembourg, le 29 novembre 2012

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Michel Wolter

Annexe :

Présentation ppt : exposé sur la situation conjoncturelle et des prévisions (NDC 3-2012)



EXPOSÉ SUR LA SITUATION CONJONCTURELLE ET LES PREVISIONS

NDC 3-2012

STATEC

22 Novembre 2012

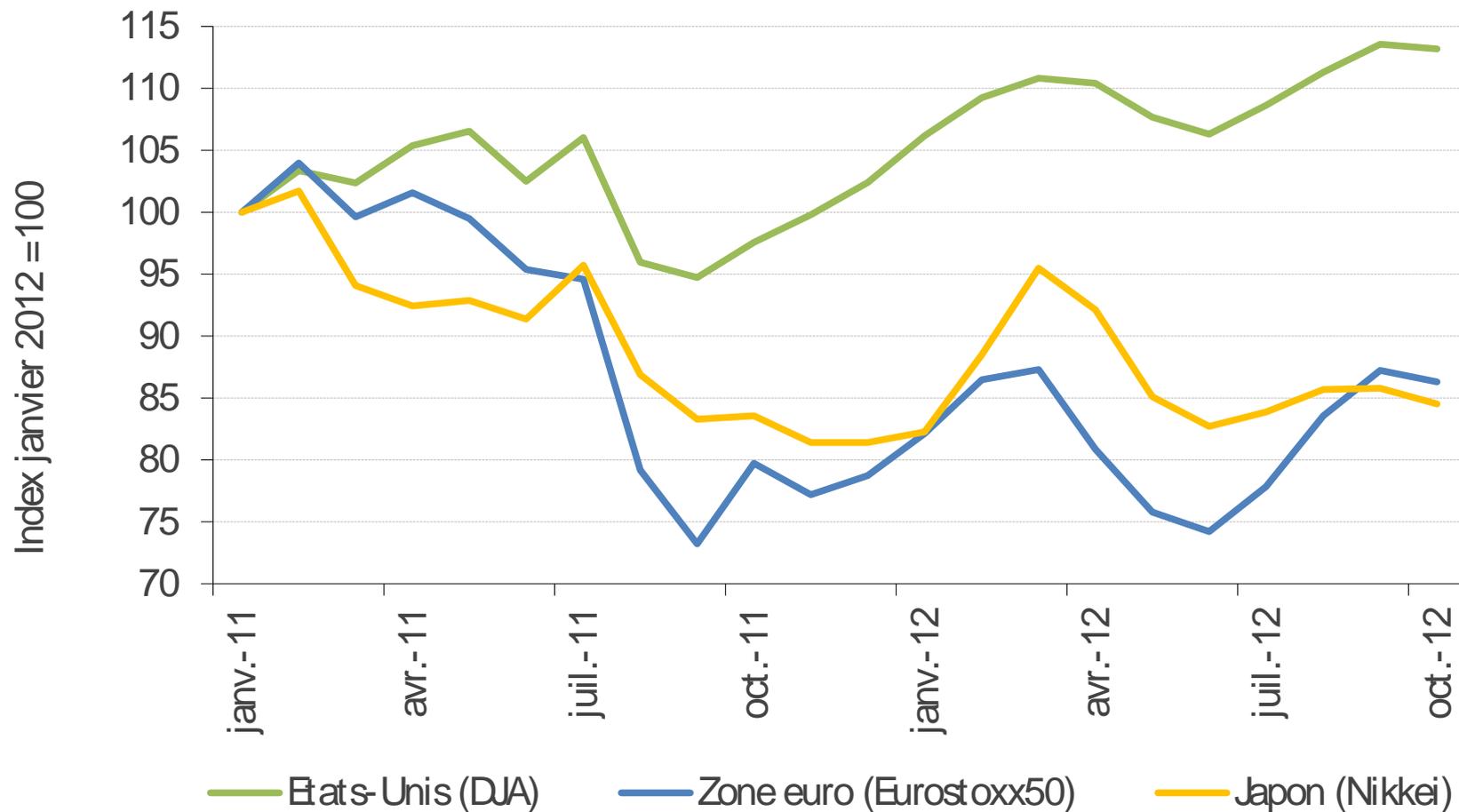
Environnement international

- Ralentissement au niveau mondial
 - Etats-Unis
 - Japon
 - Pays émergents
- Récession dans la zone euro

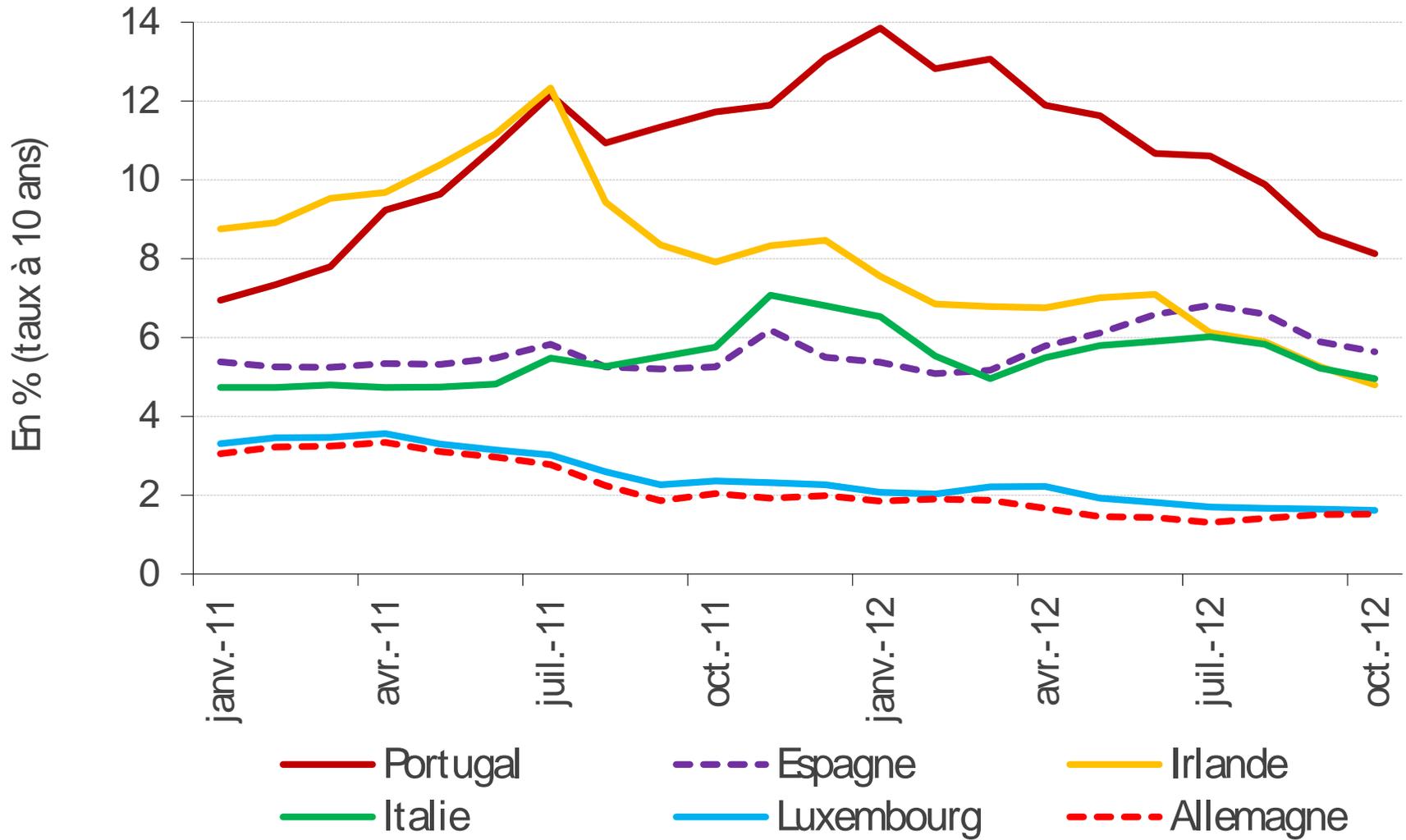
Zone euro

- Un déblocage institutionnel...
 - Union bancaire européenne
 - Rachats de titres de dette souveraine par la BCE
- ... bien accueilli par les investisseurs
 - Remontée des indices boursiers
 - Baisse des taux des emprunts d'Etat des pays les plus exposés à la crise

Indices boursiers: une remontée plus marquée en Europe au 3^{ème} trimestre 2012



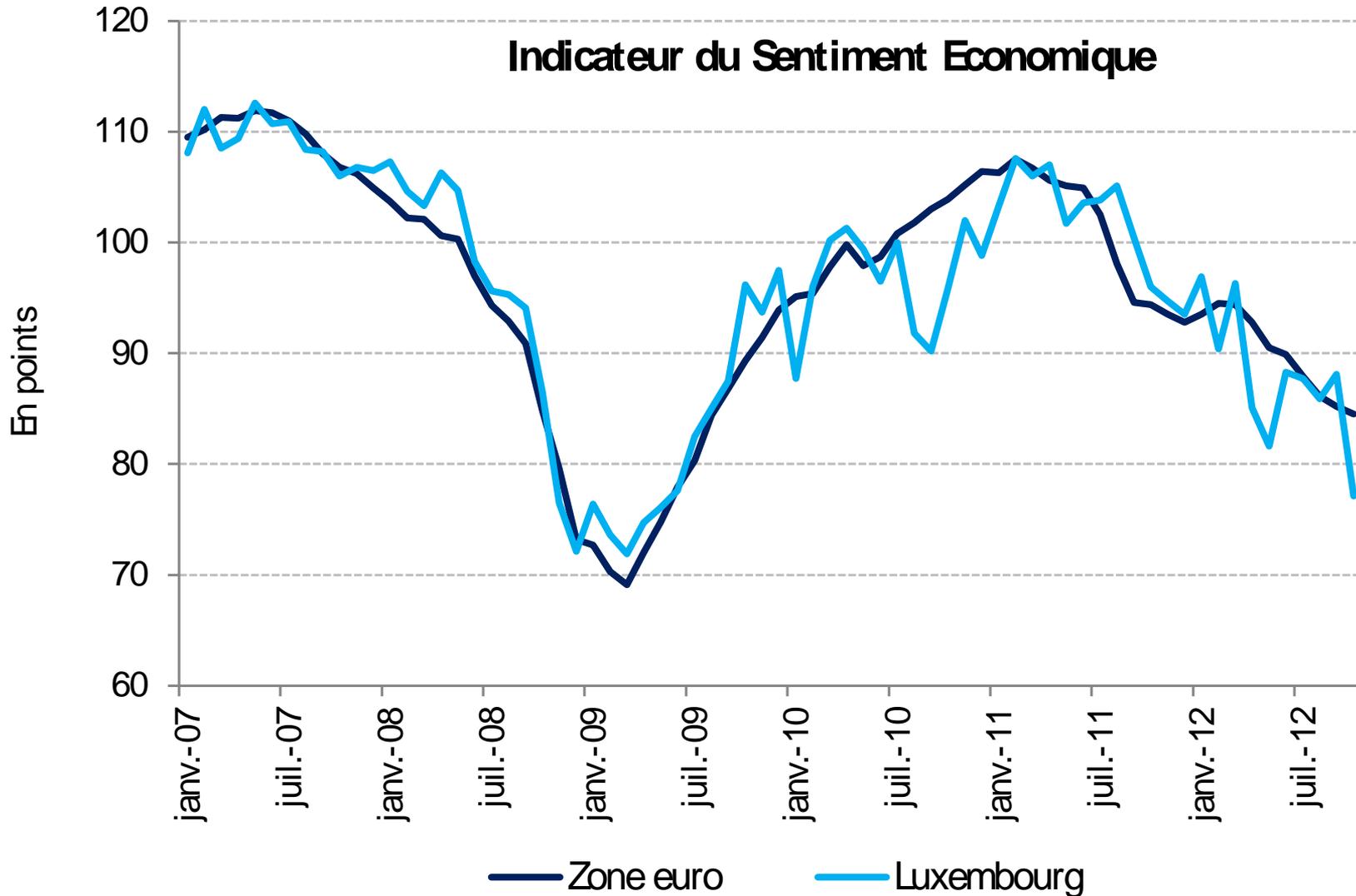
Détente sur les taux des emprunts souverains



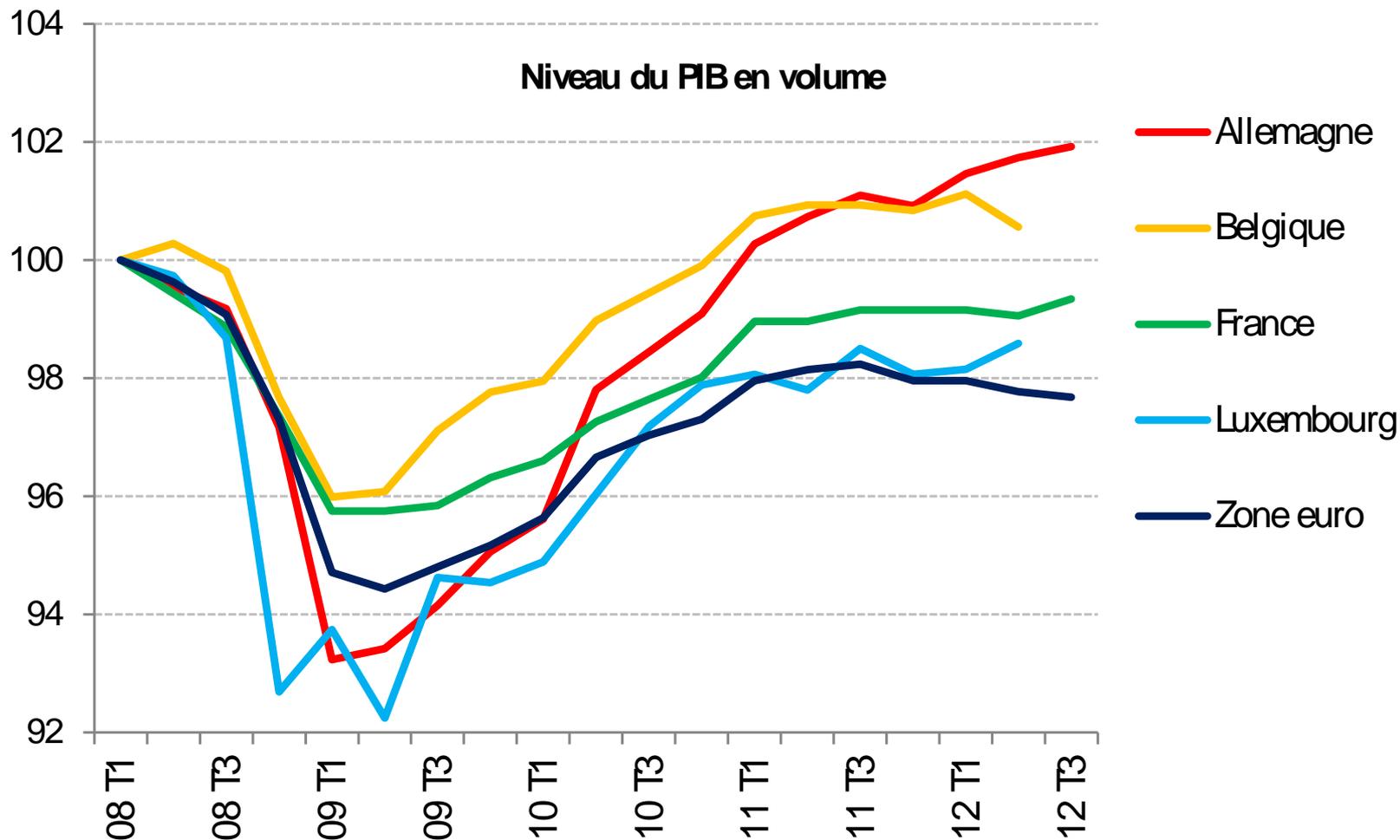
Zone euro

- La remontée de confiance des investisseurs ne s'est pas transmise aux autres acteurs de l'économie
- La consolidation budgétaire pèse sur la demande et le moral des entreprises et des consommateurs

Un moral de crise



Luxembourg: un début d'année meilleur qu'escompté



Source: Eurostat (PIB en vol., désaisonnalisé)

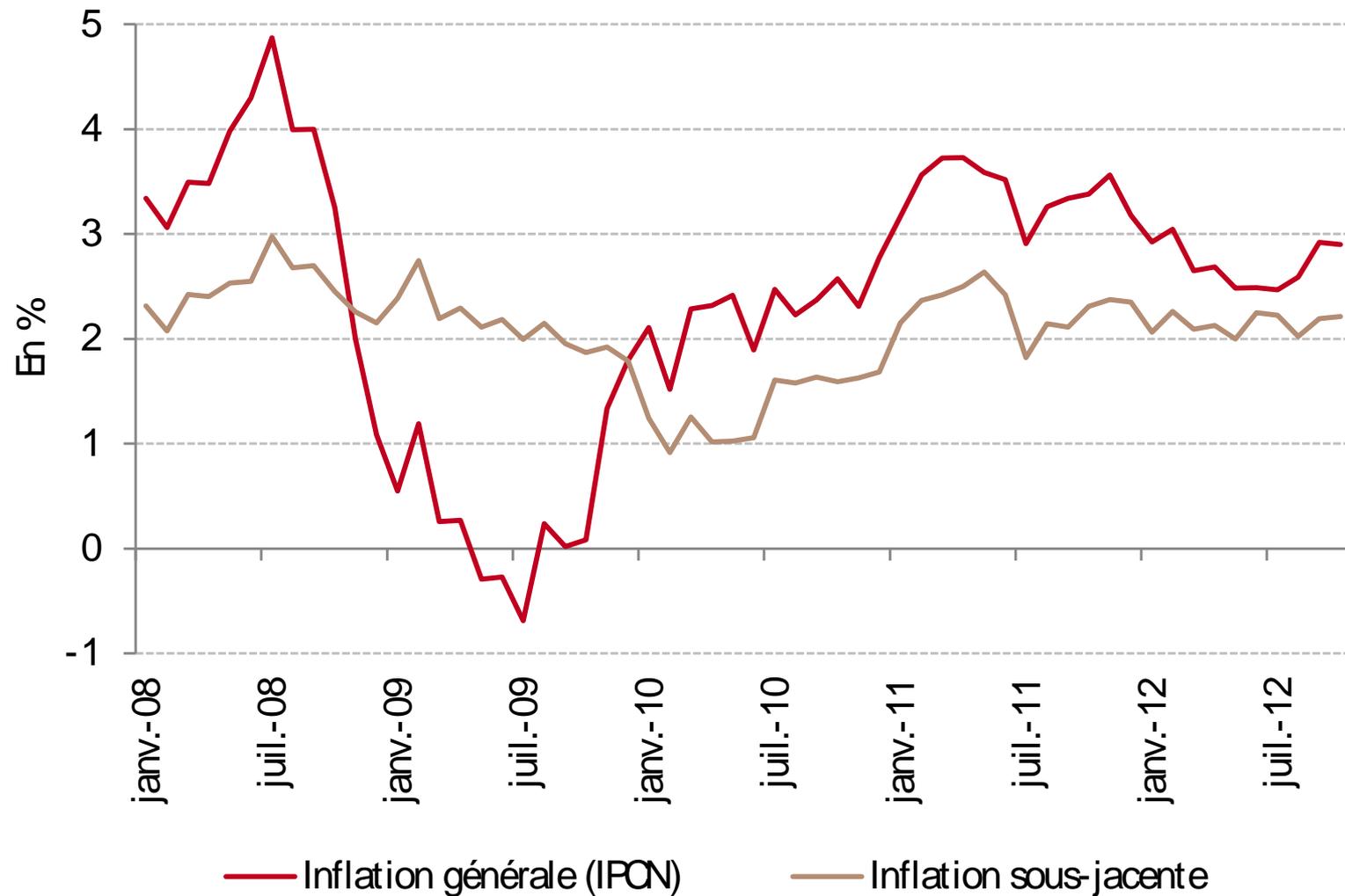
Des évolutions inquiétantes dans certaines branches

- Faiblesse de la production dans l'industrie et la construction
- Tendence baissière sur les résultats du commerce et des transports
- Evolution mitigée pour les services aux entreprises

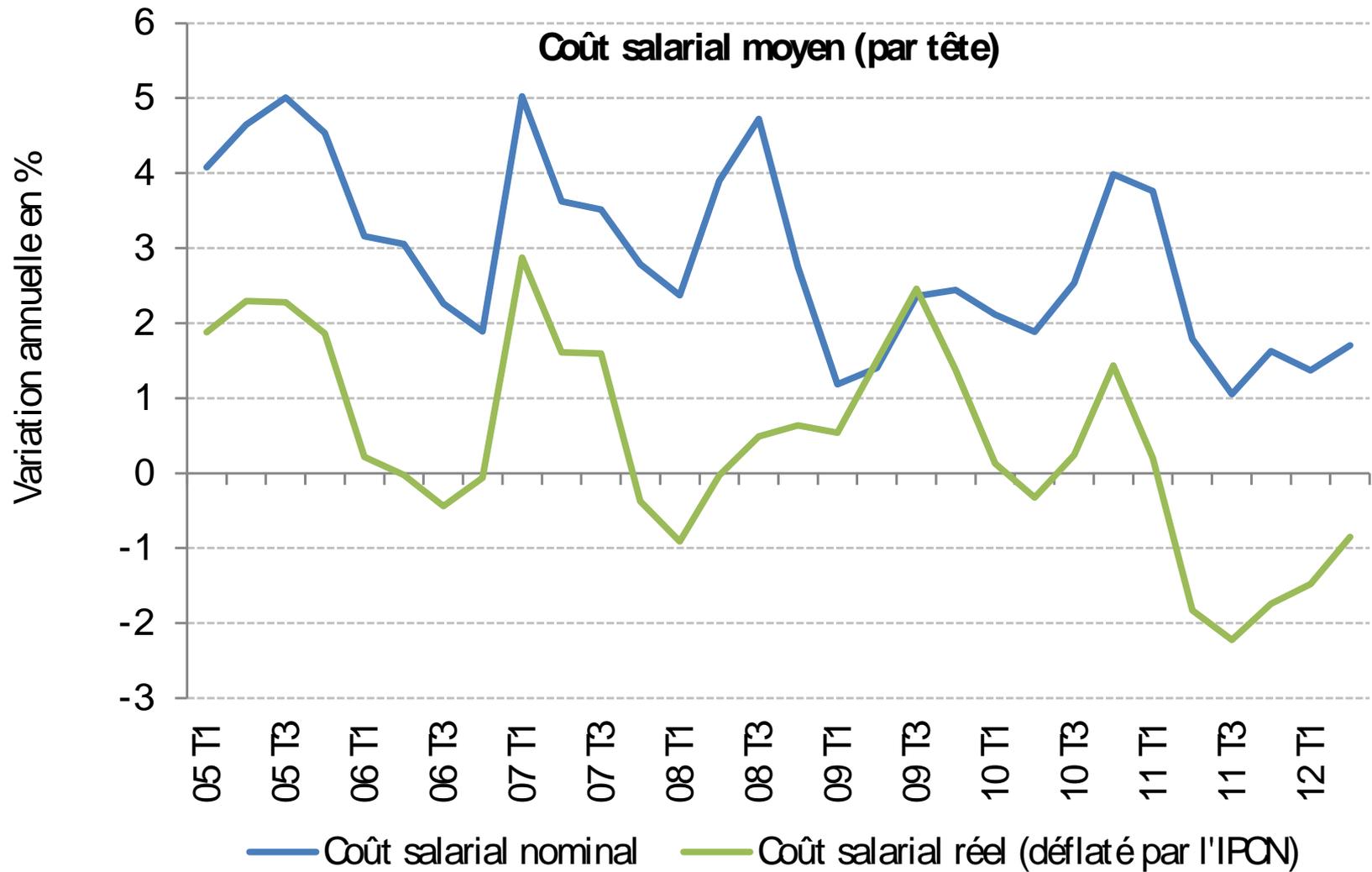
Des tensions inflationnistes persistantes

- Contribution encore notable des prix de l'énergie
- Des hausses conséquentes sur certains prix alimentaires
- Remontée récente des prix administrés

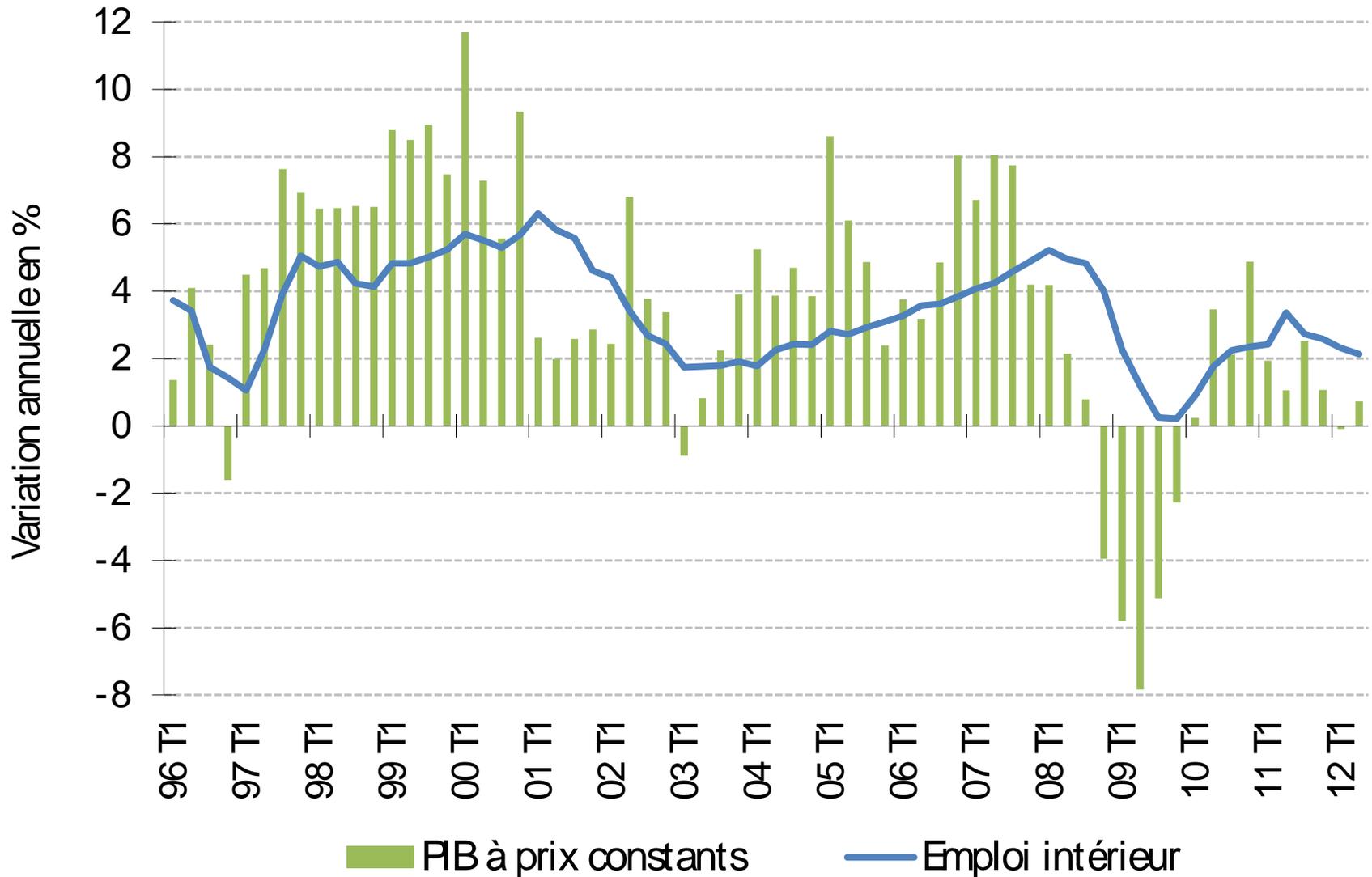
L'inflation ne montre pas de ralentissement notable...



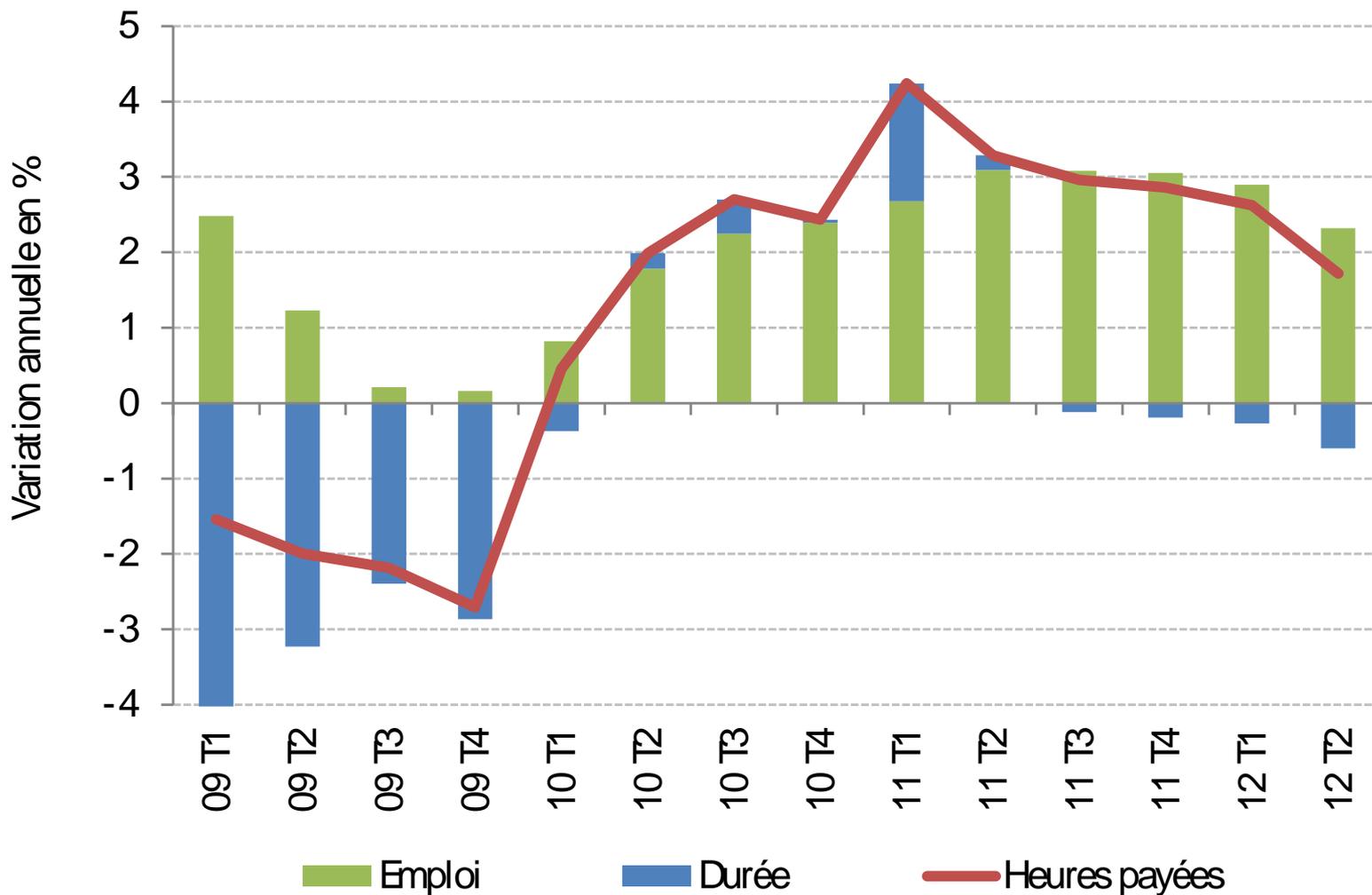
... ce qui n'est pas le cas des salaires



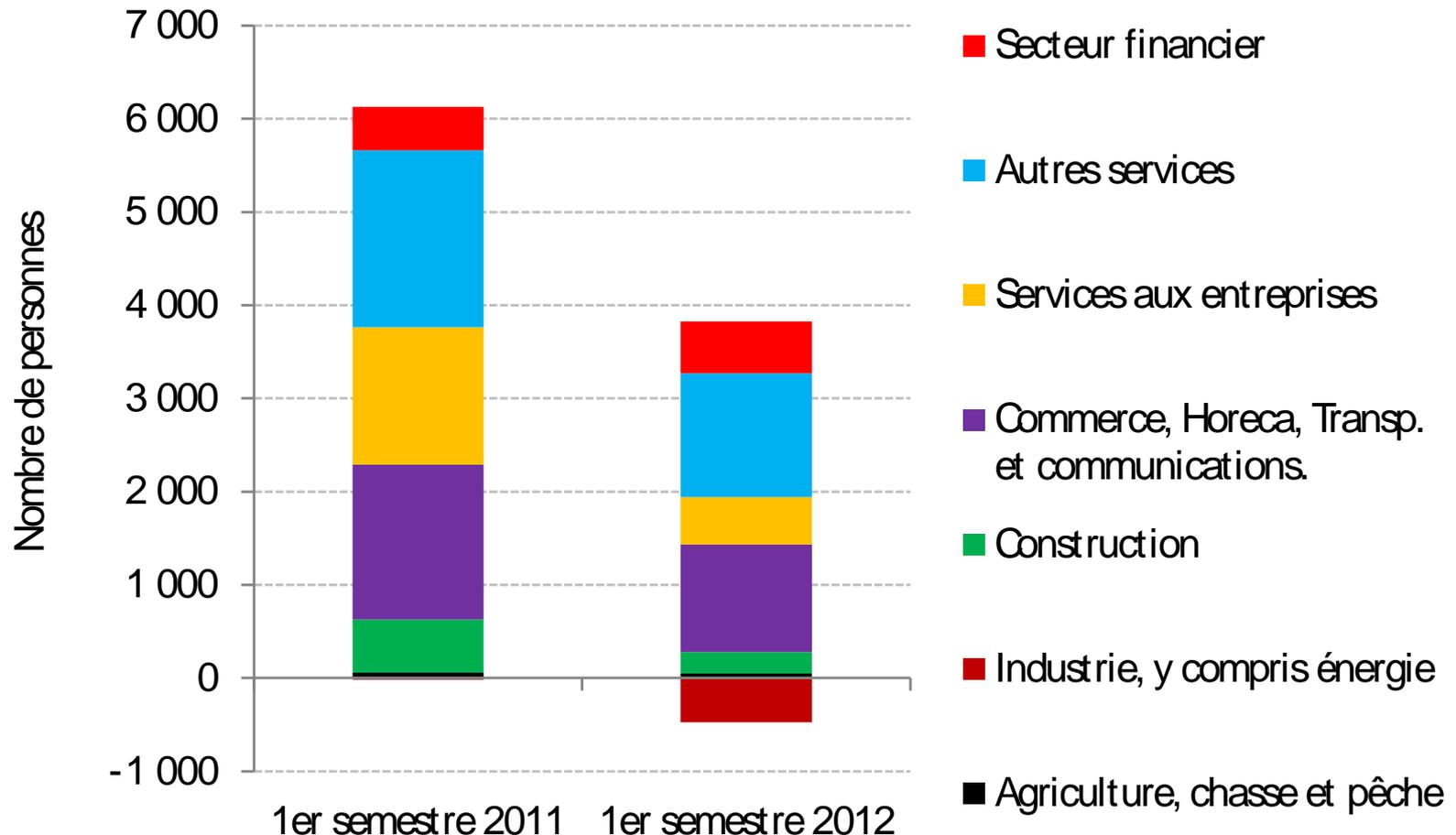
L'affaiblissement de la croissance va continuer à peser sur l'emploi



L'ajustement de l'emploi passe aussi par une réduction de la durée du temps de travail



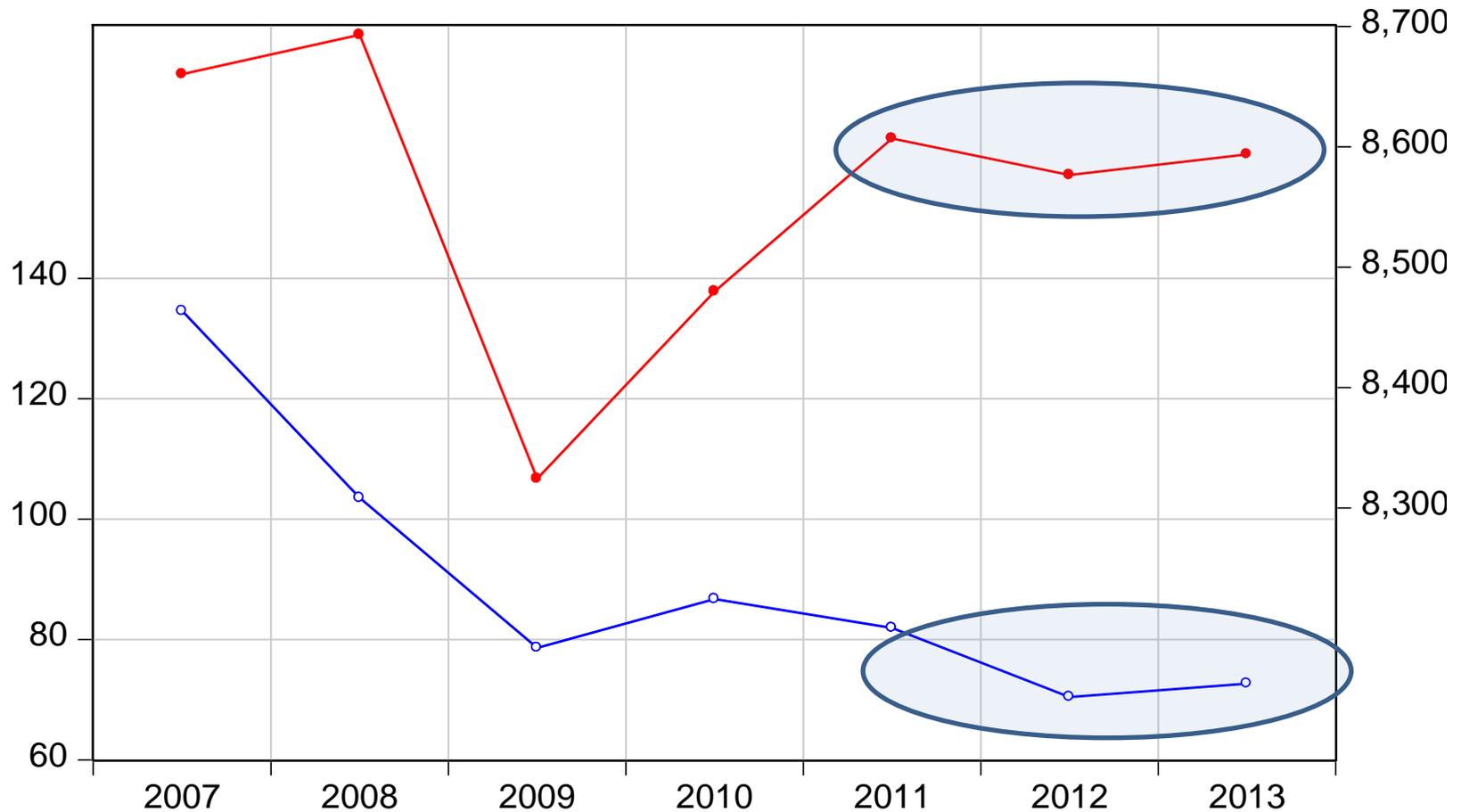
Des moindres créations d'emploi pour la plupart des branches



Source: STATEC (données désaisonnalisées)

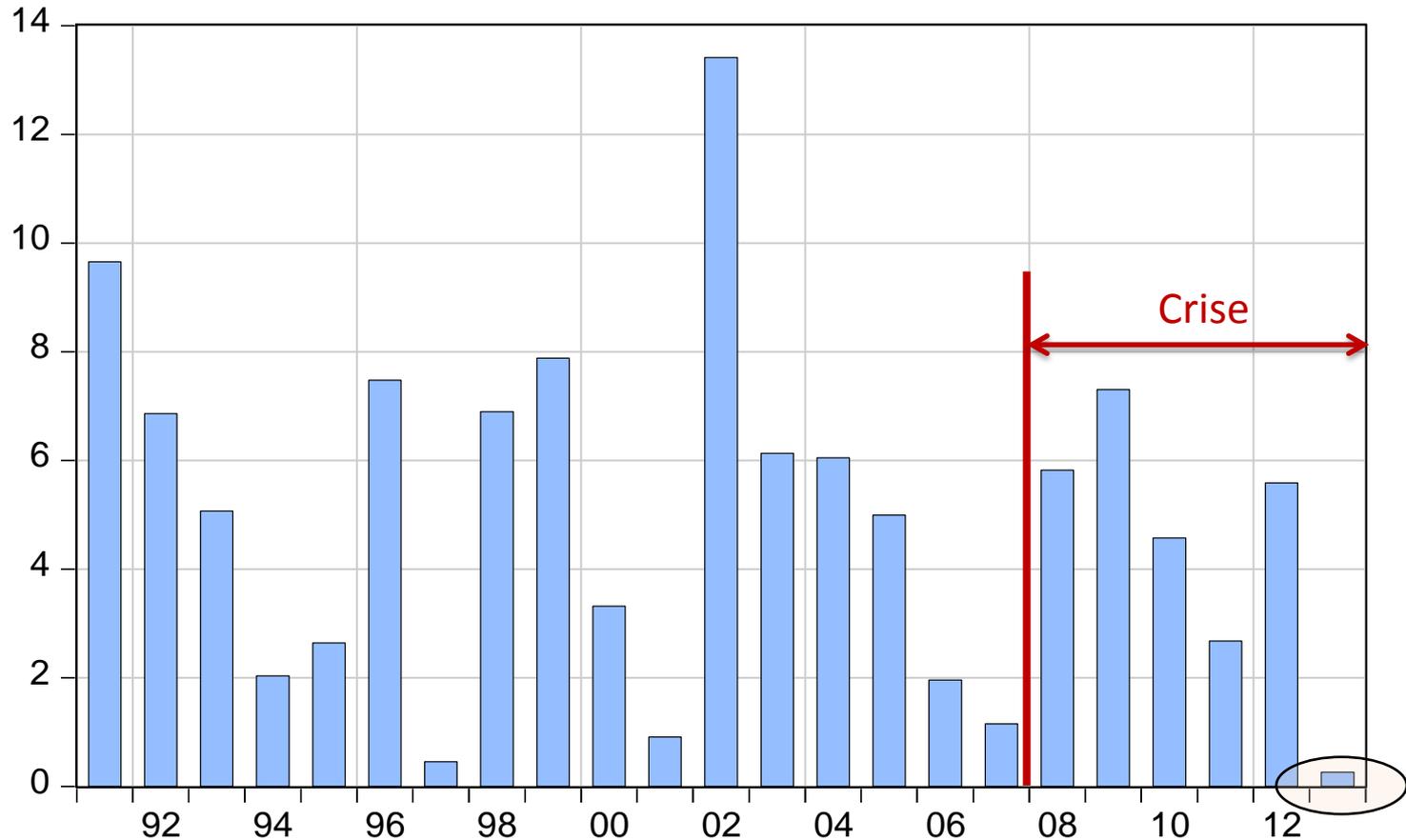
Hypothèses internationales

La conjoncture dans la zone euro reste déprimée, une nouvelle phase récessive s'est mise en place et aucune amélioration notable est prévue en 2013.



Politique budgétaire

Premier réel effort de freinage des dépenses publiques depuis le début de la crise



Evolution réelle (hors échelle mobile) des dépenses publiques

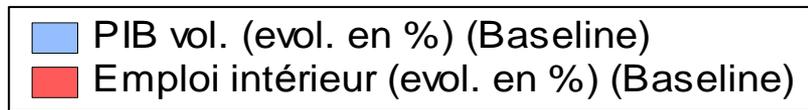
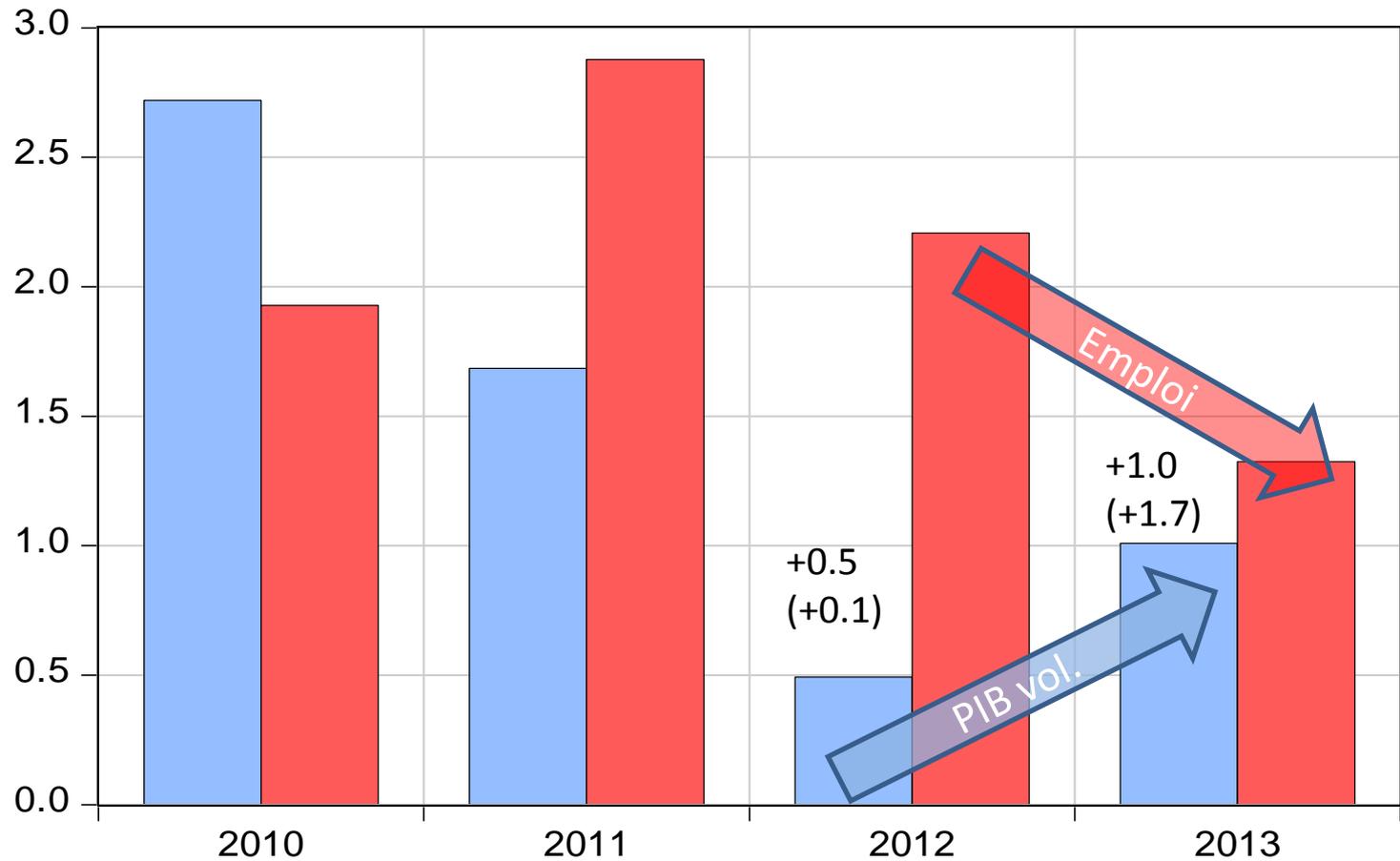
Un paquet de mesures

- Les mesures de consolidation:
 - Dépenses (ex ante): - 426 mio EUR
 - Recettes (ex ante): + 425 mio EUR
 - Solde (ex ante): +/- 2 points de PIB

} chiffrage par le STATEC
- Simulation de l'impact macroéconomique des mesures (bouclage, effets dynamiques: **ex post**)
- Multiplicateur keynésien (cf. encadré NDC):
 - ↓ dépenses publiques → ↓ activité (PIB) →
 - ↓ recettes publiques
- Impact des mesures sur le PIB (2013): **-0.3 à -0.6 pt de %**

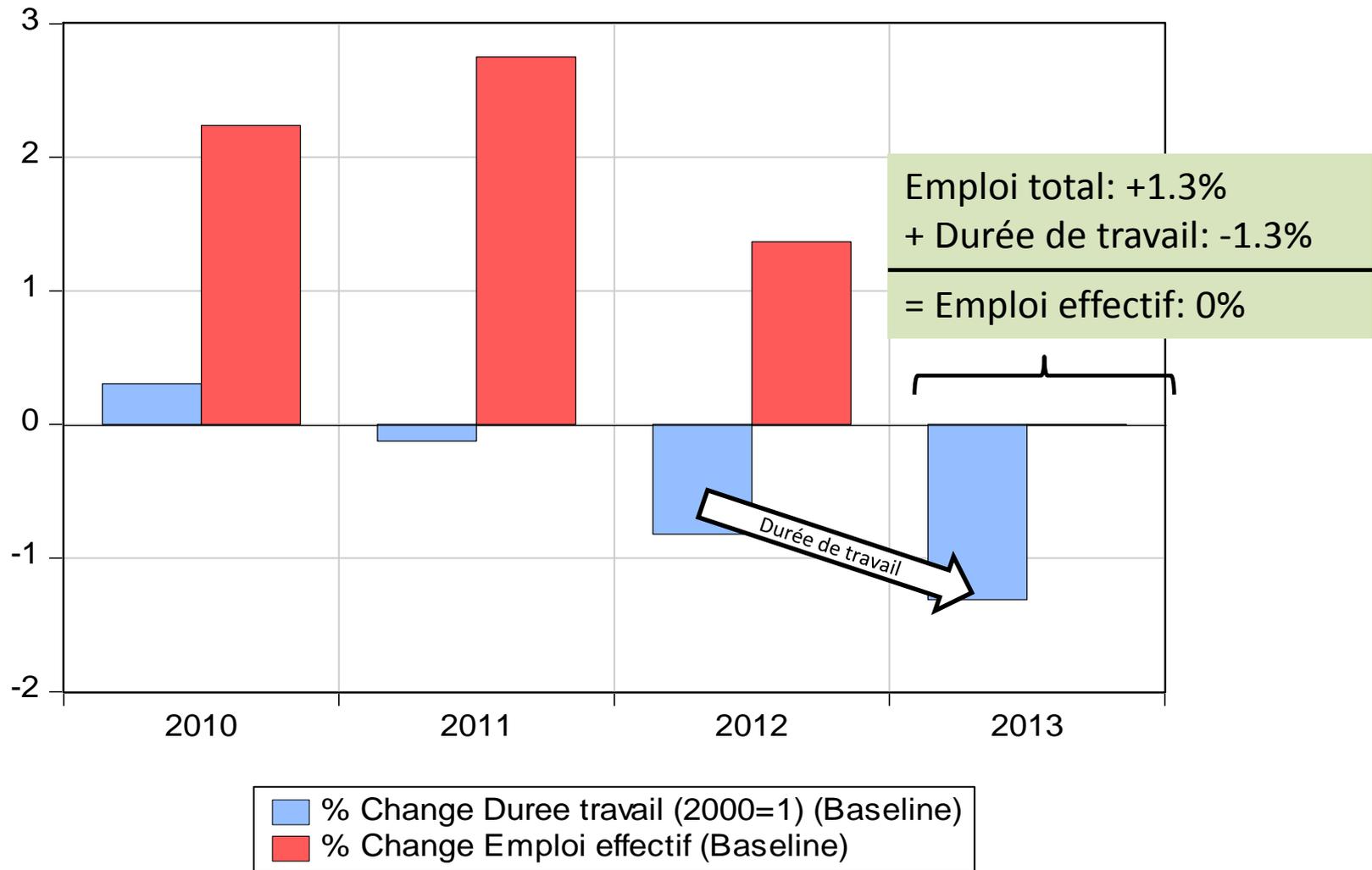
Prévisions Luxembourg

Très légère accélération de la croissance en 2013 mais poursuite de la décélération de l'emploi



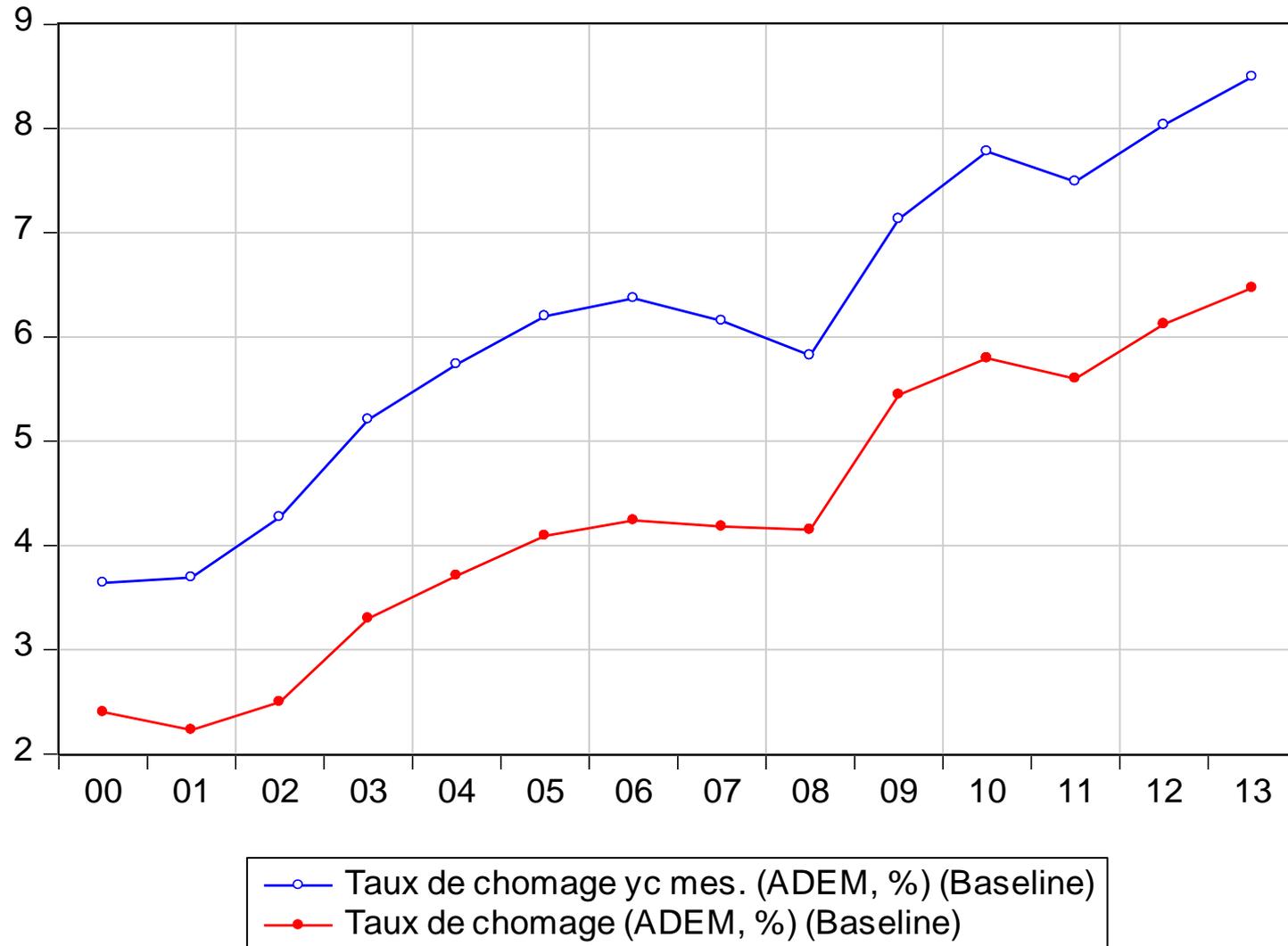
Prévisions Luxembourg

La réduction de l'activité compensée par une baisse de la durée de travail; l'emploi «effectif» en stagnation en 2013 (Emploi effectif = Nombre de pers. * durée travail moy.)



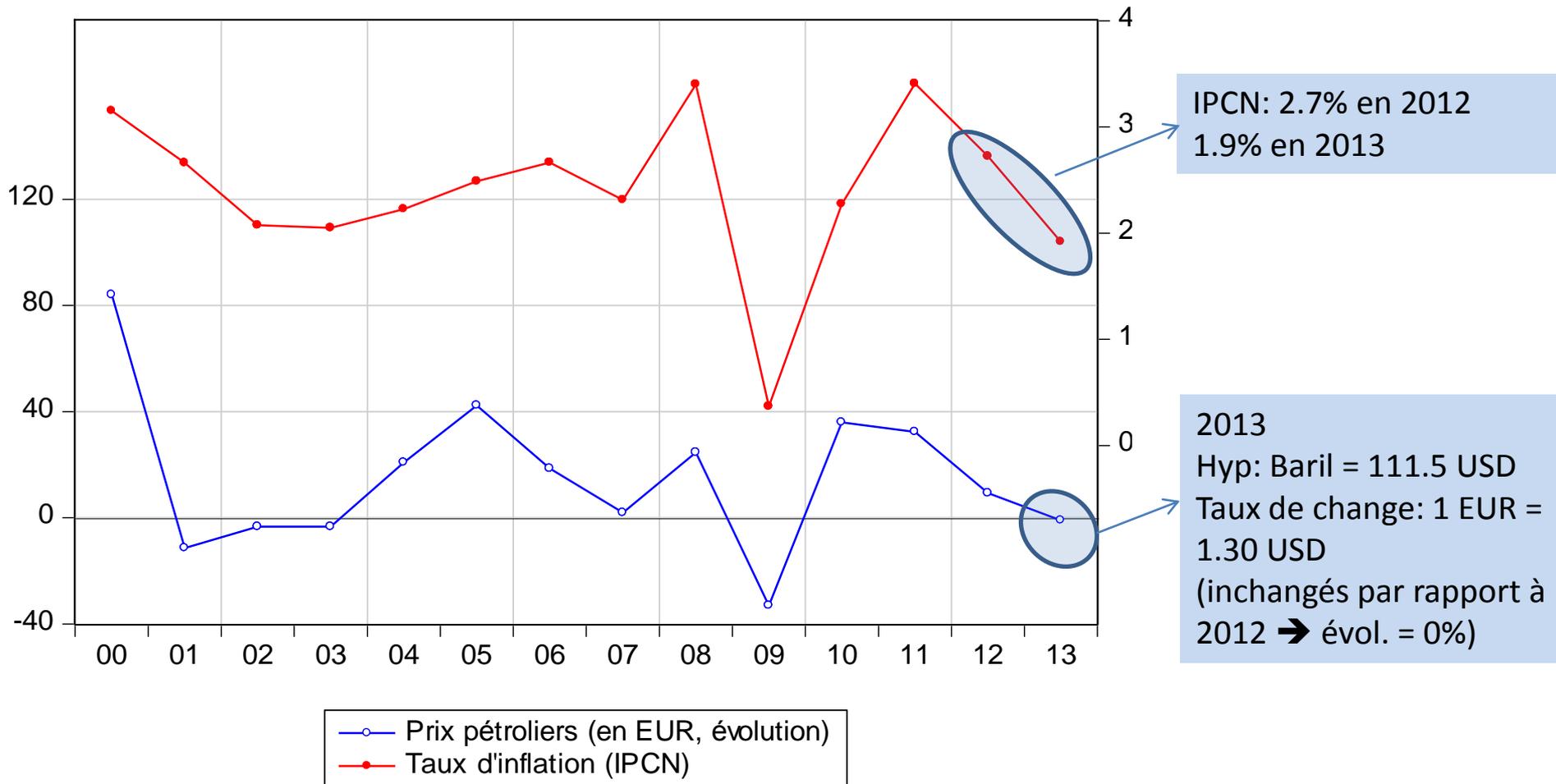
Prévisions Luxembourg

Pas de répit sur le front du chômage



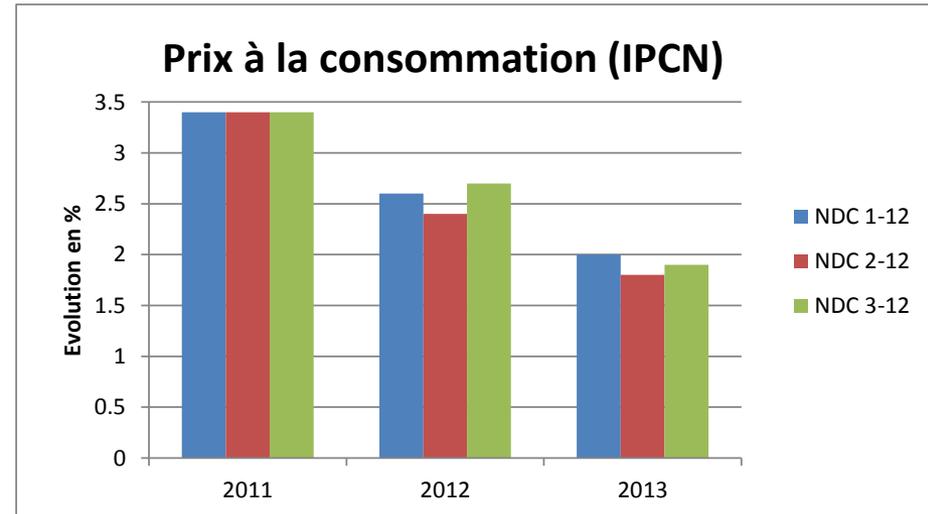
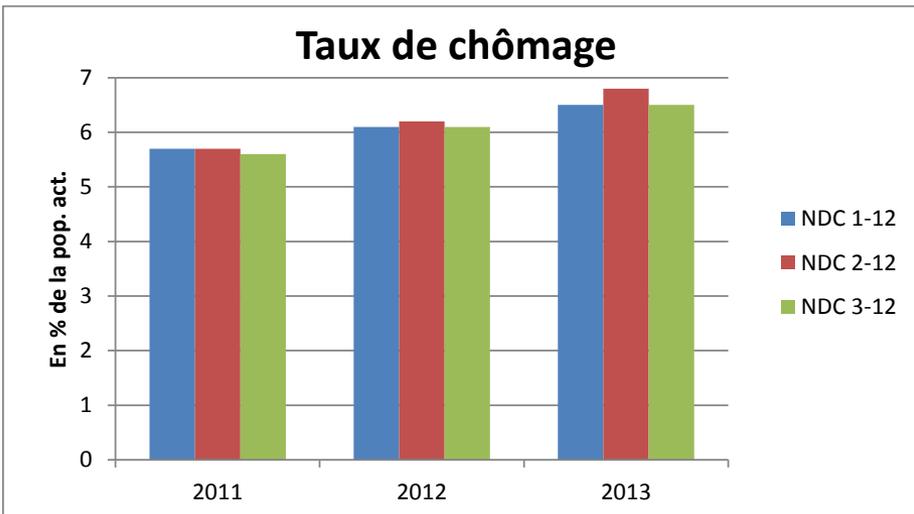
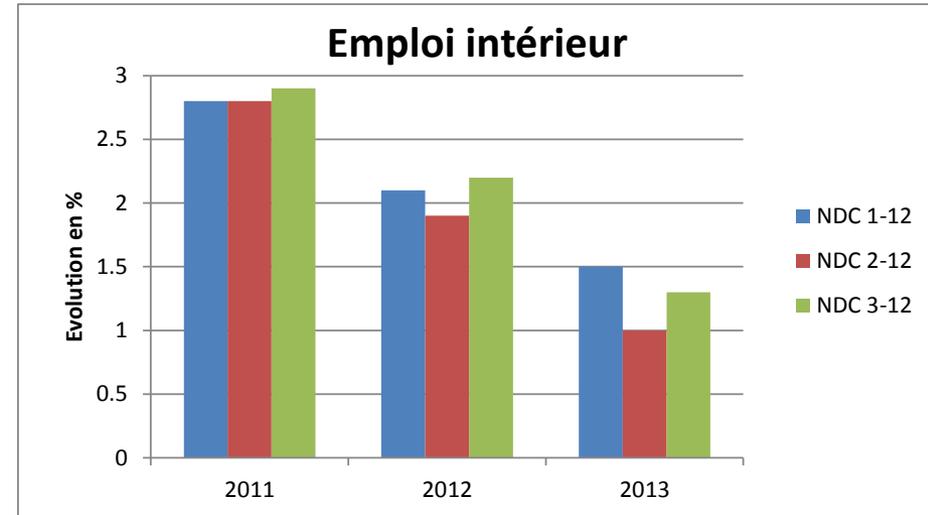
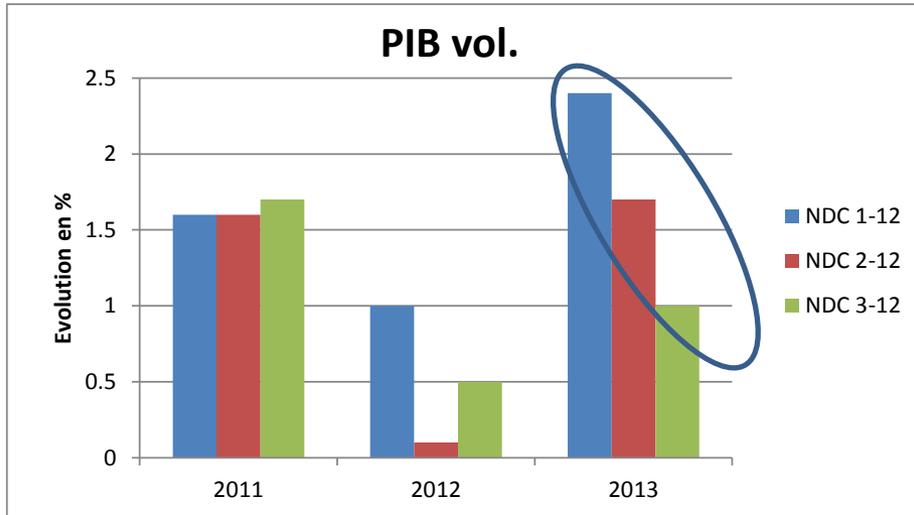
Prévisions Luxembourg

L'inflation rythmée par les prix des matières premières; peu d'impact jusqu'ici de la conjoncture déprimée (mais ralentissement de l'inflation en 2013)



Prévisions Luxembourg

Comparaison des prévisions: confirmation des tendances annoncées au printemps sauf pour la croissance du PIB vol. en 2013



Prévisions Luxembourg

- Pour 2013 le déficit «NDC» est plus important que le déficit «Budget amendé», de 222 mio EUR ou 0.6 ppt du PIB:
 - Solde «Budget amendé»: -0.8% (du PIB)
 - Solde NDC: -1.4%
- Cette différence est due pour 1/3 environ à l'hypothèse plus défavorable en matière de croissance et à 2/3 aux effets multiplicateurs négatifs (de la consolidation budgétaire, sur les recettes)

Prévisions Luxembourg

Finances publiques: même si le solde nominal se dégrade, le solde structurel fluctue autour de zéro (positif en 2013), ne dénotant quasiment pas de dérive

